



ASGP



Conférence sur la diffusion des travaux parlementaires par des chaînes spécialisées et le service public de l'audiovisuel

**organisée conjointement par l'UIP, l'ASGP et l'UER
le jeudi 19 octobre 2006 – au CICG, à Genève (Suisse)**

**Conclusions du Rapporteur, M. Erik Fichtelius,
producteur exécutif et rédacteur en chef de SVT 24 Direct (Suède)**

**" Le service public est un service destiné aux citoyens et à ce titre
il doit proposer des émissions indépendantes et de qualité "**

Durant cette conférence, de nombreuses questions ont été soulevées, notamment la question de savoir si la retransmission des activités parlementaires était une bonne idée. La réponse est oui, sans l'ombre d'une hésitation. Pourquoi ? Parce qu'il faut créer un lien direct entre les citoyens et les médias et réduire la distance entre les citoyens et le parlement. Les citoyens ont besoin d'être informés et les parlements, d'aller à la rencontre de la population.

Il ne faut pas voir dans cette démarche une menace pour les organismes d'information existants, mais au contraire un élément qui contribue au développement d'organismes supplémentaires et qui n'empêche pas de réaliser des reportages. Un confrère a déclaré aujourd'hui : "Ce qui est diffusé en direct ne peut être effacé. Même si l'on essaye de le faire disparaître des archives, il en restera une trace, ce qui est très précieux". Cela dit, la qualité du direct est, elle aussi, extrêmement importante.

Y a-t-il des questions en suspens ? La réponse est oui, par exemple en ce qui concerne les petites phrases de 10 secondes qui font le tour de la planète. Par ailleurs, les activités parlementaires sont ennuyeuses, elles manquent d'attrait et pourraient être considérées comme un segment cloisonné. D'après un confrère, le public des activités parlementaires est uniquement constitué de téléspectateurs avertis. Mais que faire pour rendre ces activités intéressantes ? Il y a différentes possibilités et il ne faut pas trop s'inquiéter des taux d'audience. L'idée d'atteindre les gens est beaucoup plus importante. En outre, il ressort de l'expérience de tous les organismes de radiodiffusion que les informations importantes font toujours des scores importants.

Divergences de vues

Il y a divergences de vues entre les participants autour de la question de ce qu'il faut faire et de la manière dont il faut le faire, ou encore de qui doit décider de ce qu'il faut diffuser. La diffusion des activités parlementaires doit-elle être gérée par le parlement ou par des médias indépendants ? Je demanderais à tous les parlementaires de tenir compte du témoignage des hommes et femmes de télévision ici présents. Nous croyons unanimement aux décisions éditoriales indépendantes et sommes convaincus qu'elles profitent à tout le monde.

Cependant, d'aucuns continuent à penser que les parlementaires devraient avoir le droit d'avoir au moins une chaîne à eux. Certes, mais ce n'est probablement pas le meilleur argument.

En effet, le fait de vouloir montrer que les parlementaires sont des personnes comme les autres, de vouloir confronter différents points de vue, créer un lieu d'échanges ouvert et impartial ou diffuser l'idée que les parlementaires sont honnêtes et qu'ils ne font pas de langue de bois, risque de passer pour de la propagande. C'est donc un gros risque en termes de crédibilité. Nombreux sont ceux qui sont opposés à l'idée d'émissions dirigées par le parlement. Le risque est de devenir la cible des politiciens et de se discréditer.

Par ailleurs, si l'on émet depuis le parlement, qu'en est-il des autres activités politiques ? Les chaînes parlementaires ou politiques les plus suivies sont celles qui couvrent l'ensemble du processus politique. Le public peut ainsi se faire une bien meilleure idée de la vie politique dans sa globalité.

Les parlements se méfient des médias. Les parlementaires craignent que la presse ne donne d'eux une image négative. Ils ont l'impression que l'on ne s'intéresse pas réellement à ce qu'ils font, mais aux scandales et aux manœuvres politiques, plutôt qu'aux vraies questions. Ce sentiment s'étend à l'ensemble de la classe politique, partout dans le monde.

Recommandations

Aussi recommanderais-je une diffusion indépendante des activités parlementaires, par des médias pluriels et libres – autant d'éléments qui donnent de la crédibilité. L'on pourrait utiliser des critères professionnels quant à ce qui doit et ne doit pas passer sur les ondes. L'important c'est que les informations soient dignes de foi, après quoi il est possible de rendre compte de l'ensemble du processus politique et de ce qui se passe en dehors des couloirs du parlement.

Des questions cruciales se posent lorsque nous nous aventurons dans la retransmission des activités politiques. Est-il souhaitable de couvrir la totalité des activités parlementaires ? Ne sommes-nous pas parfois à la recherche du sensationnel ? Le public n'a-t-il pas quelque peu perdu son droit de regard sur ce qui se dit ? Peut-être, mais il faut l'accepter. Le service public est un service destiné aux citoyens et à ce titre il doit proposer des émissions indépendantes et de qualité. En Europe nous avons traditionnellement un service public de l'audiovisuel fort et nombre de ces entreprises se sont inspirées de la BBC. Dans les pays scandinaves, les entreprises publiques de l'audiovisuel sont encore plus solides, ce qui constitue une base saine pour la création de nouvelles chaînes spécialisées dans la retransmission des activités politiques.

Quelle est la différence entre une chaîne politique et une chaîne commerciale ? Peut-on être véritablement impartial et promouvoir des idées sociales ? Avec les vastes possibilités qu'offrent les nouvelles technologies, le temps de l'action est venu. Il y a désormais un milliard d'internautes et ce chiffre augmente de jour en jour. Il y a dix ans, il n'y avait pas une plage libre, alors qu'aujourd'hui nous disposons de toute une gamme de fréquences. Internet offre d'immenses possibilités et la diffusion numérique via des stations terrestres et des satellites élargit la gamme des fréquences qui s'ouvre aux marchés et aux organismes de diffusion politiques ou parlementaires.

La diffusion radiophonique, télévisée ou sur Internet est très présente et si l'on associe diffusion et documentaires sur une seule et même page d'accueil – comme ont décidé de le faire le Parlement suédois et bien d'autres parlements – on dispose, d'une part, d'un outil politique sans équivalent pour les citoyens et, d'autre part, d'un protocole pour les parlements. Les documents émanant du gouvernement – et de l'opposition, ainsi que les documents d'information et l'historique des votes des parlementaires pourraient aussi présenter un grand intérêt.

Le modèle suédois

Il est désormais possible de traiter l'information en direct sur le Web. Sur SVT 24 Direct, nous traitons tout en direct et notre site Web attire un large public. Des questions se posent néanmoins. Qu'en est-il des activités politiques, des coûts et des publications ?

Faut-il les traiter sur place ou les externaliser, du point de vue technique ? Quel type d'accord devraient passer les organismes de diffusion et les parlements ? En Suède, nous avons consciencieusement évité de passer le moindre accord avec le Parlement car en tant qu'organisme de diffusion, cela poserait un problème.

Nous ne sommes pas particulièrement organisés. Nous déterminons quels travaux du parlement nous voulons diffuser et nous le faisons. Le Parlement suédois envoie un signal à la tour de télévision à partir de laquelle tous les organismes d'information suédois – qu'il s'agisse de la télévision commerciale, de la télévision du service public ou d'organes de presse dotés d'un service de diffusion en ligne – peuvent retransmettre. La production télévisuelle est d'excellente qualité.

Là où le problème se pose, c'est lorsque le parlement a la main-mise sur la production. Le risque pour les organismes d'information est de ne pas avoir accès aux images des événements extraordinaires qui surviennent au parlement - scènes de protestation, de personnes en train de mourir, etc. En Suède, nous avons résolu ce problème en permettant à chaque organisme des médias, s'il le souhaitait, d'utiliser les images recueillies par un groupe restreint de journalistes autorisés ce qui nous permet de tourner nos propres reportages au sein du parlement. Au quotidien, nous pouvons nous contenter des images que nous recevons et faire un choix valable, mais c'est une décision éditoriale.

Comment rendre les activités parlementaires attrayantes ? La télévision est le média le plus populaire et les critères de programmation cités par Peter Knowles de BBC Parliament sont extrêmement utiles. Il est important de diffuser 24 heures sur 24 parce que cela permet aux téléspectateurs d'avoir l'horaire en tête pendant des années. Il importe en outre de se servir des outils du journalisme professionnel. A cet égard, il y a quelques bonnes idées à prendre chez Phoenix. Analyse et commentaires sont en effet nécessaires pour rendre les émissions compréhensibles. Ces ingrédients mêlés à des documents en ligne permettent aux citoyens de voir ce qui se passe de l'intérieur.

Autre question fondamentale: qui est derrière la caméra ? Compte tenu de la réglementation applicable en matière de tournage et autres, devons-nous tout diffuser ? La politique du Parlement britannique, où les débats des commissions sont mis sur le site Web est de tout mettre en libre accès. A l'opposé, SVT 24 Direct ne diffuse que ce qu'elle juge valable. C'est un choix.

Il y a une raison à ce que les commissions se réunissent à huis clos dans bon nombre de parlements. Il faut en effet que les parlementaires puissent débattre avant de prendre des décisions. Notre expérience montre qu'en Suède, les émissions les plus prisées sont les débats publics des commissions. Nous retransmettons également les conférences de presse du gouvernement. Mais alors, comment l'opposition peut-elle se faire entendre ? Nous avons des salles de conférence et quatre emplacements réservés dans l'enceinte du Parlement suédois équipés de caméras de télévision que l'opposition peut utiliser pour répondre et se faire entendre depuis le parlement – qui est le lieu idéal pour énoncer des arguments contraires.

En ce qui concerne la coopération, en tant que représentant d'un organisme d'information, je trouve la suggestion de nos confrères de l'UER fort intéressante. Je suis non seulement citoyen suédois, mais aussi citoyen européen. Or la télévision est justement un moyen de prendre part au débat européen. Le Parlement européen couvre particulièrement bien les travaux parlementaires et assure en outre une interprétation simultanée en suédois. Il n'y a donc aucune difficulté à retransmettre, ce qui permet aux Suédois d'être plus au fait des questions traitées par l'Union européenne qui influent sur leur vie, comme le débat sur la nouvelle constitution de l'Union, les changements climatiques, les perspectives d'adhésion de la Turquie ou les points de vue européens sur la guerre en Iraq.

La création d'un mécanisme comme celui proposé par l'UER pour "organiser le chaos" pourrait permettre aux citoyens de mieux comprendre ce qui se passe. C'est une très bonne idée.

La responsabilité du parlement

Parmi les sujets que nous n'avons pas évoqués, il y a la responsabilité du Parlement lui-même. Comment peut-il moderniser ses procédures ? Le Parlement suédois a adopté un nouveau règlement et de nouvelles procédures pour rendre les débats plus accessibles et plus intéressants. Par exemple, avant d'ouvrir le débat, la majorité explique ses propositions. Les gens peuvent ainsi comprendre ce que l'opposition met en cause. Nous avons en outre instauré une nouvelle forme de débat connu sous le nom de "débat concret sur les questions d'actualité".

L'indépendance est capitale. Nous avons un large public, avec deux chaînes. Nous diffusons par voie terrestre, avec une audience permanente d'environ 1% de la population. Lorsqu'il y a des événements importants, entre quatre et cinq pour cent de la population sont devant leur poste de télévision, ce qui montre qu'il y a un intérêt.

Compte tenu des 25 ans que j'ai passés à la radio avant de venir à la télévision, je dois dire que les remarques formulées au sujet de la radio sont très intéressantes. C'est là un élément qui mérite d'être pris en considération dans bon nombre de pays. On peut toucher un large public en combinant radio, télévision et Internet. On peut ainsi véritablement atteindre les citoyens. Il y a un élément nouveau dans le monde de l'information et dans la vie politique: l'intérêt grandissant des citoyens pour le processus politique.

Une étude allemande explique pourquoi les gens n'aiment pas les politiciens. Un sondage a été réalisé sur la manière dont les politiciens étaient présentés à la télévision et il est apparu lorsqu'un homme politique important s'exprimait avec sa propre voix et sous ses propres traits, il inspirait plus de respect que quand ses propos étaient rapportés. Dans un système politique qui nous permet d'élire nos représentants, il faut que les politiciens soient respectés. Si en tant qu'organismes d'information nous pouvons apporter notre pierre à l'édifice, c'est une bonne chose.